

# *L'enseignement et la recherche doivent continuer de se faire en français dans les universités francophones*

## **Pierre Frath**

Professeur de linguistique anglaise et de didactique du plurilinguisme à l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA). Directeur de la Maison des Langues. Directeur-adjoint du CIRLEP, un des groupes de recherche de l'URCA. Site personnel : <http://www.res-per-nomen.org>

« Le Monde Magazine » a publié le 13 novembre 2010 un article de Laurent Carpentier sous le titre « Dans les facs, va-t-on passer au tout-anglais ? ». Il est tout à fait caractéristique de cette attitude panurgique en faveur du tout-anglais très répandue dans les universités françaises. Or ce parti-pris présente des inconvénients majeurs, peut-être même néfastes, pour la recherche et l'enseignement. J'ai envoyé le texte qui suit au rédacteur en chef du Monde sous la forme de deux petits articles, dans l'espoir d'alimenter la discussion. Las ! On ne m'en accusa même pas réception.

## **1. Enseigner en français**

L'article de Laurent Carpentier contient les poncifs et les mauvais arguments habituellement avancés : classement de Shanghai, internationalisation des universités, compétition entre les universités pour attirer les meilleurs étudiants (forcément anglophones), disparition du français dans les publications scientifiques, etc. Le tout est accompagné de dénégations quant aux dangers du tout-anglais pour les autres langues et de commisération pour les défenseurs du français, qui mènent un combat d'arrière-garde.

Je vais essayer de remettre quelques pendules à l'heure.

## **Le classement de Shanghai**

Tout a été dit contre le classement de Shanghai, qui continue d'obnubiler les universités alors qu'elles devraient l'ignorer totalement, et cela pour trois raisons essentielles : 1) tout classement génère mécaniquement l'échec : en admettant que toutes les universités soient bonnes, elles seraient malgré tout dispersées dans le classement ; 2) les critères sont biaisés en faveur des universités anglo-saxonnes, et 3) ces critères génèrent le conformisme et l'alignement sur les pratiques américaines, pas forcément les meilleures.

## **Internationalisation des universités et attractivité**

Rappelons ensuite un fait : l'internationalisation des universités n'est pas liée à l'anglais. Il y a environ 270 000 étudiants étrangers en France, soit de l'ordre de 13 % du nombre total en moyenne, avec localement des pourcentages très élevés. Ces chiffres placent la France juste derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire bien loin devant les universités scandinaves ou asiatiques qui proposent des cursus « internationaux » en anglais, et avec lesquelles nous serions en compétition, d'après les partisans du tout-anglais. Si compétition il y a, nous l'avons gagnée. On ne voit pas dès lors à quoi servirait un passage à l'anglais ; tout au plus risquerions-nous de décourager et de perdre ces centaines de milliers d'étudiants francophones désireux de venir étudier en France, sans être sûrs d'attirer un nombre équivalents d'anglophones.

## **Enseigner l'anglais ou le français aux étudiants étrangers ?**

Pour rendre les universités attractives, il y a mieux à faire que de passer au tout-anglais. On pourrait commencer par améliorer l'accueil administratif des étudiants, pas toujours très sympathique ni très efficace, et leur proposer des cours de français langue étrangère correspondant à leur niveau et à leurs besoins. Cela vaudrait mieux que de se mettre dans

l'obligation de leur donner des cours d'anglais. Car en cas de passage à l'anglais, il ne faudrait pas s'attendre à un afflux massif d'anglophones natifs, auxquels on n'aurait pas besoin d'enseigner la langue. Les étudiants qui viendraient étudier en France seraient pour l'essentiel des non-natifs, et pas forcément les meilleurs en anglais, qui préféreront les pays anglophones. Les universités seraient vite confrontées à la nécessité de mettre en place des cours d'anglais pour ces étudiants-là. Cela signifie des coûts supplémentaires qui ne pourraient pas être compensés par les frais d'inscription universitaires, parmi les plus bas du monde. Sauf évidemment si les universités françaises devenaient payantes comme au Royaume-Uni et aux États-Unis. Mais dans ce cas, nous serions effectivement en compétition avec les pays anglophones, une compétition que nous perdrons, car les étudiants étrangers préféreront sûrement l'original à la copie.

### **Qualité de l'enseignement en baisse**

Il se pose aussi la question de la qualité de l'enseignement. Certaines études ont montré que les formations internationales, c'est-à-dire en anglais, sont moins bonnes que celles qui sont faites dans la langue des étudiants<sup>1</sup>. On comprend aisément pourquoi : aux difficultés linguistiques des étudiants il faut ajouter celles des enseignants non-natifs qui seront tentés de sur-préparer leurs cours par écrit et de les lire au lieu de les adapter à leur auditoire. La qualité de l'enseignement en pâtira. Les universités seront alors tentées de recruter des natifs plutôt que des francophones, même moins qualifiés ce qui aura des effets désastreux sur l'emploi des jeunes docteurs.

### **Le français n'est pas condamné**

Derrière ce militantisme pro-anglais des universités, il y a le préjugé très répandu que le français est condamné. Mais il ne l'est que si nous continuons dans cette voie, et il est encore largement temps de redresser la barre. Si l'enseignement du français a perdu du terrain dans des bastions tels que la Roumanie, l'Italie ou l'Espagne, il est en expansion dans des zones où il était presque inexistant auparavant : Chine, Corée, Japon, Afrique anglophone, etc. Les raisons de ce nouvel intérêt sont diverses et variées, mais l'une d'entre elles est clairement le désir de venir étudier en France. Si les universités françaises adoptent le tout-anglais, les jeunes étrangers ne verront plus guère l'intérêt d'apprendre notre langue. Ce sera la fin de l'enseignement du français dans le monde, et à terme, la fin de la francophonie et le repli de notre pays sur une conception folklorique de sa culture, sans ambition universelle.

Le rayonnement d'une culture est dans le regard des autres. À tort ou à raison, la France est encore perçue comme une force culturelle et politique libre et indépendante, avec sa légitimité propre, et elle est ressentie comme une solution de rechange. L'abandon de sa langue dans l'enseignement supérieur donnera le signal qu'elle aura cessé de se considérer comme telle. Ce serait, n'ayons pas peur des mots, une catastrophe à la fois pour nous, qui aurons perdu une identité sans être sûrs d'en gagner une autre, et pour les autres peuples, qui auront perdu une possibilité de choix. Les anglo-saxons eux-mêmes regretteront un challenger respecté et amical.

### **Perte de domaines**

*Last but not least*, la langue française serait irrémédiablement affaiblie. Je précise tout de suite que je ne parle pas ici des emprunts à l'anglais. Une langue qui n'emprunte pas est une langue morte. La langue anglaise elle-même n'hésite jamais à faire des emprunts, et elle l'a fait tout au long de sa riche histoire, notamment à partir du français, au point qu'on

---

<sup>1</sup> Voir Claude Truchot dans « L'enseignement supérieur en anglais véhiculaire : la qualité en question », sur le site <http://www.diploweb.com/L-enseignement-superieur-en.html>.

considère que la moitié de son lexique est d'origine française ou franco-latine, comme *chase* (chasser), *bar* (de la barre qui court le long du comptoir), *mail* (la malle, dans le sens de courrier), ou *informatics* (du mot français « informatique »)

Le vrai problème est celui de la perte de domaines. Ce n'est pas encore très visible à l'heure actuelle parce que la plupart des chercheurs font leur recherche en français, enseignent en français, et écrivent en français. Quand le moment est venu de publier, ils traduisent ou adaptent leurs textes en anglais, souvent avec peine. L'anglais vient ainsi par surcroît. Cependant, si leurs compétences linguistiques s'amélioraient et si l'enseignement était fait en anglais, alors il est à craindre que les terminologies françaises ne soient plus transmises aux jeunes générations, qui se retrouveraient rapidement dans l'incapacité de parler de leurs connaissances dans leur langue maternelle.

Quand une langue en arrive à cette situation, c'est le début de la fin. C'est le cas du suédois, qui sera sans doute la première langue nationale européenne à perdre son statut de langue universelle, c'est-à-dire capable de tout exprimer. Les études se font en anglais depuis très longtemps en Suède, et les Suédois commencent à s'inquiéter, si l'on en croit le *Sydsvenska Dagbladet* du mercredi 19 mars 2008 :

« Le statut de la langue suédoise n'est plus aussi évident que dans le passé. Dans certains milieux, notamment chez les personnes avec un haut niveau de formation technique, médicale et scientifique, le suédois a été quasiment remplacé par l'anglais. C'est ce qu'on appelle une perte de domaine. Les défenseurs de la langue redoutent que le suédois subisse, au cours des prochaines années, un recul similaire dans d'autres secteurs du monde du travail et de la politique. »<sup>2</sup>

Si rien n'est fait, le suédois rejoindra le camp des langues non universelles, tel le finnois, devenu langue nationale en Finlande en 1863 seulement, à égalité avec le suédois. Un spécialiste finlandais en physique, en informatique ou en philosophie écrit en anglais là où autrefois il aurait écrit en suédois ou en allemand, et la domination de l'anglais ne le gêne pas. Le finnois n'a jamais été une langue universelle. Il a en revanche une tradition littéraire et artistique de plus de 500 ans.

### Nécessité d'un débat

D'autres langues sont sur la même voie autodestructrice, par exemple le norvégien, le danois, le néerlandais et même l'allemand. Est-ce là le sort que nous souhaitons pour notre langue et notre culture ? Il me semble qu'il y a là au moins matière à débat. ***On ne peut pas laisser les présidents d'universités et les directeurs de grandes écoles prendre des décisions lourdes de conséquences dont ils ne sont pas même conscients, sans un large débat démocratique où tous les tenants et les aboutissants auront été clairement exposés et discutés.*** Pour l'instant ce débat n'a lieu ni à l'Université, où les décideurs croient être à la pointe du progrès en favorisant l'anglais, ni au niveau des politiques, entièrement inconscients des enjeux, ni dans les médias, qui ne traitent que des problèmes apparents<sup>3</sup>.

### Conformisme, esprit de Munich, et école de classe

Il reste à comprendre pourquoi sont prises toutes ces décisions en faveur de l'anglais. Il y a plusieurs raisons. Deux d'entre elles ont déjà été mentionnées : le sentiment munichois que le français n'a pas d'avenir, et le conformisme « moderniste » des décideurs. Il y a en a une autre, assez diffuse et non exprimée, le désir de créer des filières d'élite sélectives. Car en réalité, quand on avance l'argument qu'il faudrait créer des cursus en anglais pour attirer des étudiants étrangers, on veut en fait surtout créer des niches qui pourront accueillir les enfants

<sup>2</sup> Voir [http://plurilinguisme.europe-avenir.com/index.php?option=com\\_content&task=view&id=1162&Itemid=43](http://plurilinguisme.europe-avenir.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1162&Itemid=43)

<sup>3</sup> Il se fait essentiellement dans la sphère associative, par exemple à l'Observatoire Européen du Plurilinguisme, <http://www.observatoireplurilinguisme.eu/>. Également à l'Association des Professeurs de Langues vivantes, <http://www.aplv-languesmodernes.org/>

dont les familles auront eu la prévoyance et les moyens de leur financer une bonne formation en anglais, notamment par le biais de séjours à l'étranger. De telles filières assécheront le financement des universités traditionnelles. On en a un bon exemple à Reims, où la Région a financé à hauteur de 90 millions d'euros la création de Sciences Po entièrement en anglais. Le résultat pour l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) est une diminution très nette des financements locaux. Elle accueille pourtant 22 000 étudiants, la plupart provenant du bassin local, à comparer aux quelques centaines de Sciences Po, qui viennent de partout. La tentation sera forte, et elle l'est déjà, pour l'URCA de créer à son tour des filières en anglais pour continuer de bénéficier de la manne publique.

Cette première génération « d'élite » voudra naturellement transmettre ses privilèges à ses enfants. On verra alors se mettre en place des écoles primaires et secondaires sélectives entièrement en anglais, comme cela se pratique déjà dans nombre de pays. On aura alors clairement une société à deux niveaux : aux uns les formations d'élite en anglais qui déboucheront sur des carrières prestigieuses ; aux autres des formations au rabais dans un français appauvri qui les mèneront vers les tâches subalternes. Notons que des situations de ce type existent au profit du français dans de nombreux pays, où les élites locales envoient leurs enfants dans les lycées français.

L'introduction de l'anglais à l'université n'est pas une simple réponse technique à la globalisation. Elle est chargée idéologiquement, politiquement et culturellement. Il y va de l'avenir du pays, de sa langue et de sa culture, de sa place dans le monde, du type de société que nous voulons. On ne peut pas simplement laisser agir l'air du temps et les égoïsmes de classe. Il faut absolument un débat démocratique.

### **Où en est-on ailleurs ?**

La situation n'est pas meilleure dans d'autres pays, par exemple en Allemagne, où le *Deutscher Akademischer Austauschdienst* (DAAD), le Service universitaire allemand d'échanges, vend désormais des études en anglais. Le problème est que les coûts de ces cursus sont si élevés qu'ils se font au détriment des filières en allemand<sup>4</sup>. On s'inquiète aussi dans d'autres pays, par exemple en Suisse. À Zurich, à l'*Eidgenössische Technische Hochschule* (une université technologique), sur 29 masters, 19 sont intégralement en anglais et les 10 autres en anglais et en allemand<sup>5</sup>. Pourquoi ? se demandent certains, pour l'instant en minorité. Sans un sursaut de simple bon sens, les universités européennes ne seront plus que des succursales où l'on enseignera une sous-culture anglo-saxonne coupée de l'histoire et des langues qui ont forgé notre continent, une pâle copie du modèle américain, sans aucune attractivité réelle.

## **2. Faire de la recherche en français**

### **L'anglais, *lingua franca* du monde moderne**

La recherche française et celle d'autres pays publient essentiellement en anglais. Il y a de puissantes raisons à cela. La plus importante est certainement que l'anglais soit devenu la *lingua franca* de la science. Il est très pratique d'avoir accès à toutes les publications dans une langue que tout le monde comprend ; la communication se fait assez aisément lors des colloques internationaux ; et les échanges de professeurs et d'étudiants en sont facilités.

Mais il y a d'autres causes à l'œuvre que les avantages pratiques d'une *lingua franca*. Je vais essayer d'en cerner quelques-unes, avant de voir les conséquences néfastes de l'hégémonie de l'anglais et de proposer des solutions.

---

<sup>4</sup> Voir Schneider-Mizony Odile (2006) « L'anglicisation de l'enseignement supérieur en Allemagne et ses discours de justification », Nancy : *Les nouveaux cahiers d'allemand*, pp. 331-347.

<sup>5</sup> Patrick Imhasly, "Streit um die Unterrichtssprache", *Neue Zürcher Zeitung*, 26. September 2010.

### **Carrière, lectorat et désir de soumission**

La première de ces causes est l'intérêt personnel du chercheur en termes de carrière. Les revues anglo-américaines étant les plus prestigieuses, elles sont plus gratifiantes pour le chercheur qui parvient à y faire publier un article. La conséquence est que publier en français est perçu comme un manque d'ambition, comme la reconnaissance d'une infériorité. Une deuxième cause, assez légitime celle-là, est le désir d'augmenter son lectorat : publier en anglais donne accès à un public plus vaste que celui des francophones. Une troisième est plutôt d'ordre anthropologique : c'est la croyance en la supériorité d'autres peuples et le désir collectif de se soumettre à leur leadership. C'est ainsi que la France a longtemps donné le ton parmi les élites européennes et que l'Union Soviétique a un temps été le paradis sur terre des communistes. À l'heure actuelle, c'est l'Amérique qui domine la planète aussi bien par sa culture populaire que dans les arts et les sciences. Pour les Français, cela signifie quitter le centre pour se contenter de la périphérie. Ce changement est ressenti comme une déchéance, ce qui peut produire deux attitudes opposées. L'une est le repli identitaire ; l'autre est paradoxalement l'autodénigrement et l'abandon militant du français, une attitude fréquente parmi les élites politiques, intellectuelles et culturelles du pays, et notamment dans les universités.

### **Domination des chercheurs anglophones**

La domination d'une culture signifie une moindre influence des autres. La situation est peut-être moins grave en mathématiques, dans certains domaines techniques et dans des sciences comme la physique ou la chimie. On peut en effet penser que ces domaines sont assez indépendants des cultures, que ce qui compte c'est la vérité scientifique et que par conséquent les avantages d'une *lingua franca* en termes de dimensions du lectorat l'emportent sur l'inconvénient d'avoir à écrire en anglais. Cela se discute, mais c'est le point de vue le plus couramment accepté. Le cas des Sciences Humaines est plus problématique, ainsi qu'il sera vu plus loin.

En tout état de cause, tout chercheur non-anglophone natif a fait la cruelle expérience de voir ses articles rejetés pour mauvaise qualité de l'anglais, ce qui donne un avantage écrasant aux natifs : à qualité égale, un article écrit par un anglophone aura plus de chances d'être publié qu'un article écrit par un non-natif. Il en résulte une domination certaine des chercheurs anglophones. Pour essayer de pallier ces difficultés et aider les chercheurs étrangers à publier en anglais, les responsables de publications anglophones publient volontiers des manuels d'aide à l'écriture. Cela part d'un bon sentiment, mais produit un formatage de l'écriture, et donc de la pensée. Tout cela a abouti, en France et ailleurs, à un affaiblissement considérable de certains domaines, désormais dominés par une tradition américaine souvent discutable, mais de moins en moins discutée. C'est le cas de certaines branches de la linguistique, de la philosophie, de la psychologie, et dans d'autres disciplines encore.

Le phénomène est aggravé par une certaine insularité des anglophones en général, héritée d'une tradition britannique qui remonte au Moyen-Âge, et qui s'accompagne volontiers d'un robuste, quoique courtois sentiment de supériorité. Un coup d'œil à une bibliographie anglophone, surtout dans les Lettres et les Sciences Humaines, montre de manière évidente que les chercheurs anglophones lisent peu d'auteurs étrangers, mêmes publiés en anglais.

Or, notamment dans les Lettres et les Sciences Humaines, les points de vue anglophones ne sont ni les seuls, ni forcément les meilleurs. Jusqu'ici, les autres traditions pouvaient se développer dans leurs propres langues, et si elles parvenaient à de meilleurs résultats finissaient par s'imposer malgré les barrières linguistiques. Aujourd'hui, elles ont du mal à se

développer de manière autonome, en se fondant sur leur génie propre. Car tout article écrit en anglais devra faire la part belle aux auteurs anglo-saxons pour avoir une chance d'être sélectionné pour publication. L'inverse n'est plus vrai : un chercheur anglo-saxon n'a plus besoin de citer des auteurs étrangers, et s'il le fait, c'est par un choix purement personnel.

### **Baisse du niveau de la recherche**

Toute doctrine a besoin d'une critique extérieure, d'une confrontation avec d'autres points de vue capables de la mettre devant ses contradictions internes et de pointer son éventuelle inadéquation aux faits. Malheureusement, la moindre audience des traditions non-anglophones alliée au provincialisme des anglo-saxons empêche la critique de se faire entendre. Il en résultera nécessairement une baisse générale du niveau de la recherche, une moindre créativité et un développement du conformisme et de la scolastique. Ces maux sont inhérents à la vie universitaire, certes, mais jusqu'ici une tradition complètement sclérosée finissait par être balayée par d'autres exprimées dans d'autres langues. Que se passera-t-il quand la recherche du monde entier ne sera plus qu'une seule et même scolastique ?

### **Rapports de force et sociologie de la recherche**

Il y a une autre cause à l'hégémonie de l'anglais, à caractère sociologique. Il existe une certaine honte chez beaucoup de chercheurs à ne pas maîtriser la langue de Shakespeare, alimentée par le sentiment diffus que le refus d'écrire en anglais ne sert qu'à cacher un faible niveau en recherche. Cette suspicion est exploitée par des chercheurs qui maîtrisent bien la langue anglaise et qui se servent de cette aisance pour s'imposer auprès de leurs pairs. C'est pourquoi les décisions de tenir les colloques en anglais, de cesser de publier en français, ou d'imposer l'anglais dans la rédaction des projets sont en fait toujours au cœur d'enjeux de pouvoir et de prestige. Le phénomène est analogue à celui qui a eu lieu dans les entreprises, où les actuels cadres quadragénaires ont pris le pouvoir en ringardisant leurs aînés pour leur incompetence en anglais.

### **Nécessité d'une politique linguistique intelligente**

En somme, toutes les causes de la domination de l'anglais dans la recherche sont endémiques : elles ne sont aucunement liées à je-ne-sais quel complot anglo-saxon contre le français ou d'autres langues. Bien sûr, les anglophones sauront tirer parti de leur domination linguistique, mais ils n'agissent pas particulièrement pour l'imposer. Au contraire, il y a une réelle inquiétude chez nos collègues anglophones face à la diminution du rôle du français, de l'allemand et d'autres langues dans la recherche car ils savent fort bien que tout cela aboutira à une perte sèche pour tout le monde. Les solutions ne consistent dès lors pas à mener contre les anglo-saxons une guerre ridicule, inefficace et injuste, mais à lutter ici-même contre le conformisme des décisions.

Une future politique linguistique universitaire devrait pour le moins imposer le français comme langue de l'enseignement, langue des colloques et des projets, et langue des publications. Le premier point a été développé ci-dessus. Quant aux colloques tenus en France, ils devraient évidemment avoir le français pour langue officielle, soit comme langue unique, soit à égalité avec d'autres langues. Il est regrettable de voir des colloques franco-français (ou franco-européens) entièrement en anglais, et où bien souvent ce sont les anglophones natifs qui occupent seuls ou en majorité les positions de conférenciers invités, comme si la bonne parole ne pouvait venir que des pays anglophones. C'est une situation néocoloniale. Les partisans du tout-anglais devraient relire « Le portrait du colonisé », d'Albert Memmi : ils y trouveraient des explications anthropologiques à leurs préférences linguistiques.

## Politique éditoriale

Il reste la question cruciale des publications. Il est sûr que la recherche française ne peut pas cesser de publier en anglais. Mais pourquoi éliminer de manière militante les revues en français qui subsistent encore ? Il faudrait que se maintiennent dans tous les domaines une culture de l'écriture en français, car on n'écrit bien que dans sa langue. Ludwig Wittgenstein a fait toute sa carrière à Cambridge, où il enseignait en anglais. Ses œuvres maîtresses ont en revanche été écrites en allemand. Il faudrait imposer par un acte politique l'existence dans tous les domaines d'une ou plusieurs revues en français de qualité. Elles pourraient bien évidemment accueillir des textes dans d'autres langues, mais elles auraient pour vocation de publier des points de vue locaux sans référence obligée à des points de vue anglophones, ce qui garantirait une certaine diversité dans les approches, surtout si d'autres grandes langues faisaient de même. Tous les chercheurs seraient ainsi contraints de lire dans un certain nombre de langues, ce qui ne pourrait être qu'à l'avantage de la recherche en général. On ne publierait en anglais que dans un second temps, dans des publications pas nécessairement dirigées par des natifs, par exemple européennes, afin de garantir une certaine diversité dans le choix des articles, qui fait souvent défaut dans les publications anglophones, pas exemptes de copinage.

Cela voudrait dire une inversion de la tendance actuelle et la mise en place d'une véritable politique de publications scientifiques. À l'heure actuelle, les revues françaises dans nombre de domaines sont confectionnées par des bénévoles sur leur temps libre, avec des bouts de ficelle, des tirages réduits, et peu d'aide à la diffusion. Il est remarquable qu'elles continuent généralement d'être de qualité. Le modèle à prendre est celui d'*Oxford University Press* ou de *Cambridge University Press*, qui diffusent dans les universités du monde entier des articles dans tous les domaines, et pas seulement en anglais. Par exemple, une revue comme *Journal of French Language Studies* (CUP) diffuse partout des textes de linguistique écrits en français ou en anglais.

Pour finir, une petite anecdote. Une linguiste danoise spécialisée dans l'étude de la langue allemande m'a fait récemment part de son désespoir. La dernière revue de linguistique allemande publiée en Allemagne venait de passer avec armes et bagages à l'anglais. Comme aucune revue danoise de linguistique ne publie plus ni en danois ni en allemand depuis longtemps, et comme sa connaissance de l'anglais est trop limitée pour écrire correctement dans cette langue, elle se retrouve soudain sans débouchés pour son travail. Or à l'époque du *Cercle de Linguistique de Copenhague*, fondé Louis Hjelmslev en 1931, la linguistique danoise était très influente dans le monde entier. Les auteurs danois écrivaient certes souvent en français ou en anglais, mais la plupart des publications se faisait en danois. Qui va désormais s'intéresser à une linguistique danoise de l'allemand entièrement en anglais ?

Il y mieux à faire que d'obéir au conformisme ambiant et de courir tous ensemble à notre perte comme des lemmings.